

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Le PCF a déjà dénoncé et fait campagne contre l'évasion fiscale. élus ou non, nous lutterons contre la fraude et l'évasion fiscale pour un meilleur partage avec les salariés.
Agissons pour une autre utilisation de l'argent.

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : les élus et militants du PCF luttent chaque jour pour une société plus juste.

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : les inégalités économiques et sociales se sont énormément développées. Nous nous battons pour que les foyers modestes ne soient plus défavorisés.

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : la planète est réellement en danger. Nous devons prendre en compte tous les facteurs et agir pour protéger la planète.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Nous devons agir pour que l'agriculture de notre pays retrouve un équilibre économique. Cela passe par le dialogue avec les agriculteurs. Nous pourrions ainsi soutenir l'agroécologie paysanne.

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Nous avons un devoir d'accueil des réfugiés. Nous ne pouvons rester indifférents au très grand nombre de migrants morts en échappant à la guerre et au "chaos" de leur pays. La France doit être exemplaire au niveau "SOLIDARITÉ".

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : la Turquie se sert clairement de cet accord pour menacer l'Europe et faire ce qu'elle veut notamment envers la population kurde du pays. L'Europe ne doit pas faire confiance à Erdogan qui met en place un régime dictatorial.

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Les conditions de travail de certaines entreprises à l'étranger sont défavorables. La France doit demander à ses entreprises et groupes de s'assurer que les environnements de travail soient en règle et les droits des salariés respectés.	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires : faire de l'égalité hommes-femmes une priorité nationale. Comment accepter que les femmes gagnent encore 23% de moins que les hommes à poste équivalent? Le sexisme n'est pas une discrimination comme une autre! Il maintient femmes et hommes dans des rapports de subordination, au profit des hommes. Entant que femme je veux en faire une priorité.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

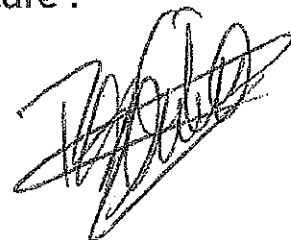
Nom : BAL

Date : 08/06/17

Prénom : Berivan

Signature :

Département : Gironde



Étiquette politique :

PCF - Front de Gauche